
Communiqué de presse

Passage en force sur le 1er mai : la CGT dénonce un coup de force contre le monde du travail

Ce vendredi 10 avril, la proposition de loi portée par Gabriel Attal visant à élargir le travail le 1er mai devait être débattue à l'Assemblée nationale. Au lieu de cela, les député.es macronistes, avec l'aide de la droite et de l'extrême droite, ont choisi d'empêcher le débat en déposant en dernière minute une motion de rejet sur leur propre texte, organisant ainsi un passage en force inacceptable.

Ce procédé, qui revient à priver les député-es de tout débat sur le fond, constitue un déni démocratique grave.

Pour la CGT, cette décision est un coup de poignard dans le dos de millions de travailleurs et travailleuses. Derrière cette proposition de loi, se cache en réalité une volonté de banaliser le travail le 1er mai au bénéfice des grands groupes et au détriment des salarié-es.

La CGT appelle solennellement le gouvernement, qui a encore toutes les cartes en main, à prendre ses responsabilités afin d'empêcher ce passage en force.

Elle appelle d'ores et déjà les travailleurs et les travailleuses à se mobiliser massivement le 1er mai pour défendre leurs droits et ce symbole essentiel des luttes sociales. Le bureau confédéral de la CGT se réunira dès lundi afin de décider des suites à donner à cette situation.

Montreuil, le 10 avril 2026